

En amont de la retraite, le travail

Jean-Marie Harribey

Politis, n° 1742, 26 janvier 2023

La réforme des retraites est une attaque en règle contre le travail. À trois dimensions. La première est de faire travailler deux ans de plus tout le monde, et même davantage ceux ayant commencé à travailler tôt. Deux ans de plus comme punition pour avoir gagné un mois d'espérance de vie par an depuis une décennie. Si la baisse du nombre d'actifs par rapport aux retraités est un argument pertinent, pourquoi faire travailler ceux qui ont déjà un emploi alors qu'il y a 5,5 millions de chômeurs ? Pourquoi le taux d'emploi des femmes resterait indéfiniment inférieur de 8 points à celui des hommes ? Comment le recul de l'âge de la retraite pourrait-il créer un seul emploi supplémentaire pour les seniors, sauf à supposer que le chômage résulte de leur choix ?

La deuxième dimension est plus sournoise. 57 % des personnes seulement passent directement de l'emploi à la retraite ; les autres connaissent au moins une année sans travail entre 50 et 67 ans (Drees, 2021) et 16% des plus de 53 ans ne sont ni en emploi ni en retraite. Il existe donc un sas de pauvreté dans lequel les seules ressources des individus sont le RSA ou une allocation d'invalidité. Avec la réforme des retraites, ce sas s'élargira, d'autant plus que les réformes de l'assurance chômage réduisent les allocations et leur durée. La pension minimale à hauteur de 85 % du Smic net ne concernera que les carrières complètes. Ainsi, les travailleurs, hommes et surtout femmes, aux carrières hachées auront des pensions laminées, tandis que les critères de pénibilité resteront réduits.

La troisième dimension atteint le comble de l'absurdité. Faire travailler plus pour produire plus ! Mais produire quoi ? Augmenter la durée du travail de chacun va totalement à l'encontre d'une réelle transition écologique. Alors qu'il faudrait saisir l'occasion de la crise pour transformer les processus productifs, les finalités du travail et les conditions de celui-ci, la fuite en avant tient lieu de planification ! Qu'est-ce donc qui agite un président « découvrant » le réchauffement du climat ? C'est la volonté de ne pas toucher aux avantages de la classe qui domine tout et s'approprie une grande part des richesses. Aussi, la seule véritable mesure qui éviterait un déficit des retraites, au demeurant modeste, serait d'augmenter les cotisations. Horreur pour un gouvernement qui entend réduire les pensions pour réduire les dépenses publiques et qui professe de faire reposer tous les efforts sur le travail et aucun sur le capital. Quoi qu'il en coûte au travail.

Or, comme on ne peut plus fonder un modèle social sur une croissance forte de la productivité du travail, la réduction des inégalités devient un impératif catégorique¹. C'est la seule manière de résoudre conjointement les questions sociale et écologique, c'est-à-dire d'enclencher simultanément la réhabilitation du travail et la redéfinition de ses finalités. Travailler plus longtemps sans changer le travail est une aberration.

¹ Voir le chiffrage : <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/retraites/soutenables-socialement-ecologiquement-2023.pdf>.